

Étant donné que le premier ministre du Québec a dit hier que son gouvernement a l'intention de rapatrier les programmes de sécurité sociale, le très honorable premier ministre peut-il dire à la Chambre si des consultations ont présentement lieu entre Ottawa et Québec à ce sujet?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le président, l'honorable député devrait savoir que la position du gouvernement a été établie dans un Livre blanc qui a été présenté, il y a presque un an, lors d'une conférence fédérale-provinciale. Je suis convaincu que l'opposition approuvera notre attitude, lorsqu'elle aura eu le temps de lire ce Livre blanc.

L'hon. M. Asselin: Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire au très honorable premier ministre.

Le gouvernement a-t-il l'intention de retarder l'application des recommandations du Livre blanc sur la sécurité sociale jusqu'à ce que des discussions plus approfondies aient eu lieu entre le gouvernement fédéral et celui du Québec à ce sujet?

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur le président, cela dépend de quelle partie du Livre blanc il s'agit. La plupart des recommandations ne doivent être mises en application que dans quelques mois, après la présentation de projets de loi qui seront discutés à la Chambre. Si les membres du parti de l'honorable député veulent retarder le versement du supplément qu'on paiera aux personnes âgées, ils n'auront qu'à voter contre les mesures proposées.

* * *

INFORMATION CANADA

LE RECUEIL DE RÉPONSES PROMIS PAR LE MINISTRE
[Traduction]

M. Thomas M. Bell (Saint-Jean-Lancaster): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre chargé d'Information Canada. Elle se rapporte au recueil de réponses dont le ministre a parlé lorsque je lui ai posé une question le 10 novembre. Le ministre peut-il nous dire quand le recueil sera prêt. Peut-il assurer la Chambre que toutes les réponses se rapportant à l'Auditeur général, qu'elles soient favorables—s'il en est—ou défavorables, seront remises au Parlement?

L'hon. Robert Stanbury (ministre d'État): Monsieur l'Orateur, je ne suis pas au courant du recueil qu'a inventé le député.

M. Bell: Le ministre ne sait-il pas que dans son ministère on fait toute une histoire de ce prétendu recueil?

L'hon. M. Stanbury: Je sais que nous ne le faisons pas, monsieur l'Orateur.

* * *

LES COALITIONS

L'ÉLIMINATION DES PRATIQUES RESTRICTIVES DES
PROFESSIONS LIBÉRALES

M. Allen B. Sulatycky (Rocky Mountain): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de la Consommation et des Corporations. Peut-il dire à la Chambre si l'on s'est interrogé sur les moyens à prendre pour éliminer les pratiques restrictives de certaines cor-

porations professionnelles, celles des dentistes, des hommes de loi et des médecins, par exemple, afin que les Canadiens puissent bénéficier—quel que soit leur lieu de résidence—à des prix raisonnables, des services des membres de ces professions libérales?

Une voix: Cela s'applique notamment aux avocats.

L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, le Conseil économique du Canada, dans son rapport sur la concurrence, a recommandé que ces services, y compris ceux des groupements professionnels, soient visés par la loi relative aux enquêtes sur les coalitions. Le gouvernement étudie ces recommandations, alors qu'il procède à la révision de cette loi.

* * *

LES TRANSPORTS AÉRIENS

L'INSTALLATION DE SYSTÈMES ÉLECTRONIQUES DE
GUIDAGE AUX AÉROPORTS

M. S. Perry Ryan (Spadina): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Étant donné l'inquiétude croissante du public à la suite des nombreuses catastrophes aériennes qui ont eu lieu récemment, le ministre peut-il assurer à la Chambre que tous les aéroports du Canada sont dotés du système électronique de guidage ou d'autres instruments comparables permettant les atterrissages sans visibilité par mauvais temps?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, ce genre de question nécessite évidemment une réponse écrite. Je puis assurer au député qu'on m'a affirmé que notre système est aussi bon, sinon meilleur que ceux dont sont dotés la plupart des pays. Si le député souhaite que je lui fournisse une réponse écrite, comprenant les précisions disponibles, je m'empresserai de le faire.

M. Ryan: Vous seriez bien aimable de me les fournir.

* * *

LES FINANCES

LES BÉNÉFICES DES BANQUES

M. John Gilbert (Broadview): Ma question s'adresse au ministre des Finances, monsieur l'Orateur. La Banque Royale du Canada aurait annoncé hier une augmentation de profits de 10.1 p. 100. Le ministre pourrait-il, à l'appel des motions, parler des bénéfices des banques et nous entretenir particulièrement de l'augmentation de 10.1 p. 100 pour la Banque Royale, de la hausse de 9.5 p. 100 pour la Toronto-Dominion Bank, et de la hausse de 15.7 p. 100...

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Le député ne devrait pas donner de renseignements. Il a posé une question.

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, à mon avis, il faudrait que les banques dévoilent leurs profits sans que j'aie à les indiquer à l'appel des motions. Mon honorable ami est manifestement au courant de ces profits.